

**Commission économique pour l'Europe****Réunion des Parties à la Convention sur  
l'évaluation de l'impact sur l'environnement  
dans un contexte transfrontière****Session intermédiaire**

Genève, 5-7 février 2019

Point 3 a) et 8 de l'ordre du jour provisoire

**Questions en suspens : projets de décision****Adoption des décisions par la Réunion des Parties  
à la Convention****Projet de décision IS/1g concernant le respect par l'Ukraine  
des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention  
pour ce qui est de la prolongation de la durée de vie  
de la centrale nucléaire de Rivne****Proposition du Comité d'application***Résumé*

Le projet de décision figurant dans le présent document a été établi comme suite à la demande formulée par la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière à sa septième session (Minsk, 13-16 juin 2017), tendant à ce que le Comité d'application revise le projet de décision VII/2 sur l'examen du respect des dispositions de la Convention en tenant compte des travaux et des progrès réalisés avant et pendant la septième session de la Réunion des Parties (ECE/MP.EIA/23-ECE/MP.EIA/SEA/7, par. 27). Afin de faciliter l'examen et l'adoption du projet de décision VII/2, celui-ci a été scindé en plusieurs projets : un projet de décision sur les questions d'ordre général concernant le respect des dispositions et des projets de décision distincts sur les questions propres à différents pays en matière de respect des dispositions.

Le projet de décision IS/1g présente une version révisée du texte du projet de décision VII/2 concernant la suite donnée par l'Ukraine à la décision VI/2 pour ce qui est de la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Rivne.

La Réunion des Parties devrait examiner le projet de décision et décider de l'adopter.



*La Réunion des Parties,*

*Rappelant* le paragraphe 2 de l'article 11 et l'article 14 *bis* de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière,

*Rappelant également* les paragraphes 68 à 71 de sa décision VI/2, concernant le respect des dispositions par l'Ukraine pour ce qui est de la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne,

*Rappelant en outre* qu'elle a décidé à sa septième session de mettre un point final à ses délibérations sur l'examen du respect des dispositions lors d'une session intermédiaire, en se fondant sur un projet de décision révisé qu'établirait le Comité d'application et en tenant compte des travaux et des progrès réalisés avant et pendant la septième session<sup>1</sup>,

*Ayant examiné* les sections concernant l'Ukraine dans le rapport sur les activités du Comité d'application présenté à la Réunion des Parties à la Convention à sa septième session<sup>2</sup> et dans les rapports du Comité sur ses trente-neuvième<sup>3</sup>, quarante et unième<sup>4</sup> et quarante-deuxième<sup>5</sup> sessions,

*Rappelant* sa décision IS/1 sur l'examen du respect des dispositions de la Convention, adoptée à la session intermédiaire,

1. *Prend note avec satisfaction* de l'information fournie régulièrement par l'Ukraine conformément au paragraphe 71 de la décision VI/2, concernant l'initiative du Comité relative à la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Rivne ;

2. *Constate* les mesures prises par l'Ukraine pour se conformer aux dispositions de la Convention visées aux paragraphes 69 et 70 de la décision VI/2 s'agissant de la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne<sup>6</sup> ;

3. *Note avec satisfaction* que l'Ukraine a adopté la loi sur l'évaluation de l'impact environnemental en mai 2017 puis un certain nombre de règlements d'application<sup>7</sup> ;

4. *Demande* au Gouvernement ukrainien d'adopter sans tarder les autres règlements d'application, afin de rendre sa législation pleinement conforme à la Convention ;

5. *Observe* que l'Ukraine a notifié les Parties pouvant être touchées, à savoir l'Autriche, le Bélarus, la Hongrie, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie et la Slovaquie, en ce qui concerne la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne<sup>8</sup> et que certaines d'entre elles ont demandé à l'Ukraine de fournir des informations supplémentaires, y compris tous les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'article 3 de la Convention ;

6. *Fait siennes* les conclusions formulées par le Comité d'application à ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions selon lesquelles, en dépit des mesures positives adoptées, l'Ukraine demeure dans le non-respect des obligations qui lui incombent au titre de la Convention visées au paragraphe 70 de la décision VI/2 ;

7. *Demande* à l'Ukraine de poursuivre la procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière avec les Parties désireuses de participer à la procédure, afin de mettre sans tarder le projet en conformité avec la Convention, et notamment :

a) D'établir le dossier d'évaluation de l'impact sur l'environnement, y compris les aspects transfrontières, conformément à l'article 4 de la Convention et en prenant également en considération les observations reçues des parties pouvant être touchées ;

<sup>1</sup> Voir ECE/MP.EIA/23-ECE/MP.EIA/SEA/7, par. 27. Voir également le projet de décision VII/2 (ECE/MP.EIA/2017/8).

<sup>2</sup> ECE/MP.EIA/2017/4-ECE/MP.EIA/SEA/2017/4, par. 17 à 20.

<sup>3</sup> ECE/MP.EIA/IC/2017/4, par. 21 à 25.

<sup>4</sup> ECE/MP.EIA/IC/2018/2, par. 20 à 29.

<sup>5</sup> ECE/MP.EIA/IC/2018/4, par. 27 à 31.

<sup>6</sup> ECE/MP.EIA/IC/2018/2, par. 21.

<sup>7</sup> ECE/MP.EIA/IC/2018/4, par. 20.

<sup>8</sup> ECE/MP.EIA/IC/2018/2, par. 21.

b) De mener des consultations avec les autorités et le public des Parties touchées sur la base du dossier d'évaluation de l'impact sur l'environnement, comme prévu à l'article 5, au paragraphe 8 de l'article 3 et au paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention ;

c) De réviser la décision définitive concernant la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne, en tenant dûment en compte des résultats de la procédure d'évaluation de l'impact environnemental, notamment du dossier d'évaluation de l'impact sur l'environnement et des observations reçues des Parties touchées, conformément à l'article 6 de la Convention ;

8. *Souligne* la nécessité pour l'Ukraine d'achever la procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière afin de se conformer à la Convention ;

9. *Demande* à l'Ukraine de rendre compte au Comité d'exécution, avant la fin de chaque année, des mesures prises pour effectuer et finaliser l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, et de notifier les parties prenantes concernées une fois que la décision définitive révisée est prise ;

10. *Demande* au Comité de lui faire rapport à sa huitième session sur le respect par l'Ukraine de ses obligations en ce qui concerne la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Rivne.

---